ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 29 juillet 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères", a donné le 11 août 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 29e juli 1964 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries", heeft de 11e augustus 1964 het volgend advies gegeven :

Le projet établit une nouvelle réglementation des indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des Ministères. Il s'applique aussi à des personnes qui ne sont pas membres du personnel des Ministères et qui sont appelées à apporter, occasionnellement, leur collaboration à l'administration, notamment en siégeant dans des commissions ou des jurys. Le projet se substituera à l'arrêté du Régent du 30 mars 1950 fixant les indemnités pour frais de séjour des agents de l'Etat, qu'il abroge, mais dont il reproduit de nombreuses dispositions. Les modifications apportées par le projet à la réglementation qui est actuellement en vigueur, consistent principalement dans une augmentation du montant des indemnités et dans la mise en concordance de la réglementation avec les nouvelles dispositions qui fixent actuellement le statut des agents de l'Etat et qui sont entrées en vigueur le 1er août 1964.

\+

\+ +

Le préambule doit être complété par l'indication de la date de l'accord du Ministre des Finances.

\+

\+ +

Article 1er.

Dans le texte néerlandais, les mots "die **verplicht worden zich te** verplaatsen" devraient être remplacés par "die dienstreizen moeten maken". Cette observation vaut également pour les articles 5 à 8 ("reizen" au lieu de "verplaatsingen" ou "zich verplaatsen").

.../...

Article 2.

Au tableau inséré à l'alinéa ler, les mots "grades des rangs" devraient être remplacés par les mots "grades classés aux rangs". Au même tableau , il conviendrait de remplacer le mot "absence" par le mot "déplacement", terme utilisé à l'article ler, et de remplacer, dans le texte français, les mots "jour civil" par les mots "journée du calendrier".

+

L'alinéa 2 prévoit des mesures d'assimilation pour "les agents titulaires d'un grade non repris dans un rang". Il résulte de l'article 3 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964 et de l'article ler de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, qu'un rang doit être attribué à chaque grade. Théoriquement, on ne pourrait donc pas concevoir qu'un agent soit titulaire d'un grade "non repris dans un rang". La disposition reproduite ci-dessus est toutefois utile parce que les textes qui ont réalisé la réforme du statut des agents de l'Etat et qui ont été publiés au Moniteur belge n'ont pas encore classé tous les grades. Cette disposition devrait cependant être rédigée de la façon suivante : "les agents titulaires d'un grade qui ne serait pas classé dans un rang".

.../...

L'alinéa 2 prévoit aussi des mesures d'assimilation pour "les personnes étrangères à l'administration". Ces personnes n'ont normalement pas droit aux indemnités pour frais de séjour, qui sont accordées au personnel des Ministères. Toutefois, plusieurs textes créant des commissions ou des jurys accordent à des personnes étrangères à l'administration, membres de ces commissions ou jurys, des indemnités pour frais de séjour. Certains de ces textes ont omis d'indiquer les grades des agents de l'Etat auxquels ces personnes sont assimilées. Ce n'est donc que dans ce cas que le Ministre pourra établir les assimilations prévues par le projet. Pour rendre le texte plus compréhensible, l'expression reproduite ci-dessus devrait être complétée par les mots "qui bénéficient d'indemnités pour frais de séjour".

Compte tenu de ces observations, l'alinéa 2 pourrait être rédigé de la façon suivante : "Les Ministres déterminent, pour l'application du présent article, les catégories dans lesquelles sont classés les agents titulaires d'un grade qui ne serait pas classé dans un rang, les délégués des organisations syndicales agréées et, s'il y a lieu, les personnes étrangères à l'administration qui bénéficient d'indemnités pour frais de séjour".

+

A l'alinéa 4, les mots "les absences", qui sont employés deux fois, devraient être remplacés par les mots "les déplacements" pour le motif déjà signalé.

.../...

Article 5.

L'arrêté du Régent du 16 mars 1950, cité au premier alinéa, ayant été abrogé par l'arrêté royal du 22 juillet 1964, les mots "l'arrêté du Régent du 16 mars 1950 attribuant une allocation ... rétribué par l'Etat" doivent être remplacés par les mots "l'arrêté royal du 22 juillet 1964 attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence au personnel des Ministères".

Articles 5, 7 et 10.

Au deuxième alinéa de l'article 5 et à l'article 10, les mots "le Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions" devraient être remplacés par les mots "le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions", formule employée à l'article 6 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964. Pour le même motif, les mots "le Ministre dont relève le service d'administration générale", devraient, à l'article 7, alinéa 2, être remplacés par les mots "le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions".

Article 11.

Il est proposé de rédiger cet article de la façon suivante :

.../...

"Article 11.-

Le tableau ci-dessous règle l'équivalence entre les groupes prévus à l'article 2 de l'arrêté du Régent du 30 mars 1950 fixant les indemnités pour frais de séjour des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 février 1953 et les rangs prévus par l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat :

1° du 1er août 1964 au 31 décembre 1964

groupes	rangs
H	15 à 17
G	12 à 14
F-Fbis	10 et 11
E-Ebis	22 à 25, 34 et 35
A-B-C-D-Dbis	20, 21, 30 à 33 et 40 à 44

2° à partir du 1er janvier 1965

groupes	rangs
H	15 à 17
F-Fbis-G	10 à 14
A-B-C-D-Dbis-E-Ebis	tous les autres rangs".

Article 12.

Il convient de mentionner les arrêtés qui ont modifié l'arrêté du Régent du 30 mars 1950 et de rédiger cet article de la façon suivante :

"Article 12.-

L'arrêté du Régent du 30 mars 1950 fixant les indemnités pour frais de séjour des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 31 octobre 1950, 15 janvier 1951, 31 juillet 1952, 16 février 1953 et 30 août 1954, est abrogé".

.../...

Article 13.

Il est proposé de rédiger cet article de la façon suivante :

"Article 13.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1965 à l'exception de l'article 11, 1° qui a effet le 1er août 1964".

Het ontwerp stelt een nieuwe regeling vast inzake vergoedingen wegens verblijfkosten, toegekend aan het personeel der Ministeries. Het vindt mede toepassing op hen die niet tot het personeel der Ministeries behoren en die geroepen worden om bij gelegenheid met de administratie mede te werken, inzonderheid door zitting te nemen in commissies of examencommissies. Het ontwerp komt in de plaats voor het besluit van de Regent van 30 maart 1950 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan het Rijkspersoneel, dat het opheft maar waaruit het heel wat bepalingen overneemt. De wijzigingen welke het ontwerp in de huidige regeling aanbrengt, komen in hoofdzaak hierop neer, dat het bedrag van de vergoedingen wordt verhoogd en dat de regeling in overeenstemming wordt gebracht met de nieuwe bepalingen die thans het statuut van het Rijkspersoneel vaststellen en 1 augustus 1964 in werking zijn getreden.

\+

\+ +

In de aanhef vermelde men ook de datum waarop de Minister van Financiën zijn akkoord heeft gegeven.

\+

\+ +

Artikel 1.

Men leze "die dienstreizen moeten maken" in plaats van "die verplicht worden zich te verplaatsen", opmerking die ook geldt voor de artikelen 5 tot 8 ("reizen" in plaats van "verplaatsingen" of "zich verplaatsen").

.../...

Artikel 2.

In de tabel onder het eerste lid vervange men de woorden "graden van de rangen" door "graden ingedeeld in de rangen" en het woord "afwezigheid" door "reis", overeenkomstig de bepaling van artikel 1. In de Franse tekst van de tabel vervange men "jour civil" door "journée du calendrier".

+

Het tweede lid kondigt maatregelen aan voor de gelijkstelling van "personeelsleden titularissen van een graad die niet in een rang is ingedeeld". Uit artikel 3 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, en uit artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, blijkt dat aan iedere graad een rang moet worden toegekend. Theoretisch zou het niet denkbaar zijn, dat een ambtenaar titularis is van een graad "die niet in een rang is ingedeeld". De hiervorenvermelde bepaling heeft nochtans haar nut, want de in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakte teksten die het statuut van het Rijkspersoneel hebben hervormd, hebben nog niet alle graden ingedeeld. De bewuste bepaling zou echter als volgt moeten worden geredigeerd : "de ambtenaren met een graad welke niet in een rang mocht zijn ingedeeld".

.../...

Het tweede lid kondigt zulke maatregelen ook aan voor "de niet tot de administratie behorende personen". Deze hebben normaal geen recht op de vergoedingen wegens verblijfkosten die aan het personeel der Ministeries worden toegekend. Verscheidene teksten waarbij commissies of examencommissies worden ingesteld, kennen echter aan buitenstaanders die daarvan lid zijn, vergoedingen wegens verblijfkosten toe. Sommige van die teksten hebben nagelaten te zeggen met welke graden van het Rijkspersoneel die buitenstaanders zijn gelijkgesteld. Alleen in dat geval dus zal de Minister de in het ontwerp bedoelde gelijkstellingen kunnen bepalen. Om de tekst bevattelijker te maken, vervange men de woorden "de niet tot de administratie behorende personen" door "de buitenstaanders die voor vergoedingen wegens verblijfkosten in aanmerking komen".

Met inachtneming van deze opmerkingen zou het tweede lid als volgt kunnen worden gelezen : "Voor de toepassing van dit artikel bepalen de Ministers in welke categorieën worden ingedeeld de ambtenaren met een graad welke niet in een rang mocht zijn ingedeeld, de afgevaardigden van de erkende vakorganisaties en in voorkomend geval de buitenstaanders die voor vergoedingen wegens verblijfkosten in aanmerking komen".

+

In het vierde lid vervange men de woorden "Afwezigheid ... geeft" om de reeds opgegeven reden door "Reizen ... geven".

.../...

Artikel 5.

Nu het in het eerste lid vermelde besluit van de Regent van 16 maart 1950 opgeheven is bij het koninklijk besluit van 22 juli 1964, moeten de woorden "bij artikel 5 van het besluit van de Regent van 16 maart 1950 houdende toekenning van een ..." worden vervangen door : "in artikel 5 van het koninklijk besluit van 22 juli 1964 houdende toekenning van een haardtoelage of een standplaatstoelage aan het personeel der Ministeries".

Artikelen 5, 7 en 10.

In het tweede lid van artikel 5, in het tweede lid van artikel 7 en in artikel 10 vervange men de woorden "de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort" door de formule "de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort", ontleend aan artikel 6 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964.

Artikel 11.

Voorgesteld wordt, dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel 11.-

Onderstaande tabel regelt de gelijkwaardigheid tussen de groepen bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Regent van 30 maart 1950 tot vaststelling van de

.../...

vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 februari 1953 en de rangen bepaald door het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn :

1° van 1 augustus 1964 tot 31 december 1964

groepen	rangen
H	15 tot 17
G	12 tot 14
F-Fbis	10 en 11
E-Ebis	22 tot 25, 34 en 35
A-B-C-D-Dbis	20,21,30 tot 33 en 40 tot 44

2° vanaf 1 januari 1965

groepen	rangen
H	15 tot 17
F-Fbis-G	10 tot 14
A-B-C-D-Dbis-E-Ebis	alle overige rangen".

Artikel 12.

Melding moet worden gemaakt van de besluiten die het besluit van de Regent van 30 maart 1950 hebben gewijzigd. Het artikel dient dan ook als volgt te worden gelezen :

"Artikel 12.-

Het besluit van de Regent van 30 maart 1950 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan het Rijkspersoneel, gewijzigd bij de

.../...

koninklijke besluiten van 31 oktober 1950, 15 januari 1951, 31 juli 1952, 16 februari 1953 en 30 augustus 1954, wordt opgeheven".

Artikel 13.

Men leze dit artikel als volgt :

"Artikel 13.-

Dit besluit treedt 1 januari 1965 in werking, met uitzondering van artikel 11, 1°, dat uitwerking heeft met ingang van 1 augustus 1964".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	K. MEES,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G. CISELET,	raadsheren van State,	
de Heren : Messieurs :	J. LIMPENS,	assesseurs de la section de législation,	
	R. de RYKE,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. K. MEES.

Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. K. MEES.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.